

Rassemblement en mémoire de Natalia Estemirova

**Lundi 15 juillet 2013 – 18h30
Paris – Place Igor Stravinsky – Beaubourg**

**Avec Jean-Etienne de Linares – ACAT, Sacha Koulaeva – FIDH,
Christophe Deloire – RSF, Alexis Prokopiev – Russie Libertés**

L'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la torture (ACAT), Amnesty International France, le Comité Tchétchénie, le Convoi Syndical pour la Tchétchénie, la Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme (FIDH), la Ligue des droits de l'homme, Reporters sans frontières, Russie Libertés organisent lundi 15 juillet 2013 un rassemblement à Paris en mémoire de **Natalia Estemirova** afin de dénoncer l'impunité qui entoure son assassinat et les répressions que subissent de plus en plus les militants, les journalistes et les défenseurs des droits humains en Russie.

Natalia Estemirova a été enlevée devant son domicile à Grozny en Tchétchénie le 15 juillet 2009. Son corps a été retrouvé le même jour, portant des blessures par balles à la tête et dans la poitrine, près de Nazran, en Ingouchie.

Elle a été assassinée en raison de ses activités de défense des droits humains au sein de l'ONG Memorial et de son travail journalistique au sein de *Novaïa Gazeta*. Ses recherches sur les violences, disparitions forcées et assassinats en Tchétchénie impliquaient de hauts fonctionnaires de l'Etat.

Quatre ans après sa mort, l'enquête n'avance pas. Les coupables et les réels commanditaires de cet assassinat demeurent inconnus et impunis. D'autres assassinats de journalistes et défenseurs des droits humains sont toujours impunis, à l'instar de ceux d'Igor Domnikov et d'Anna Politkovskaïa, assassinés respectivement en 2000 et 2006.

Les défenseurs des droits humains et les journalistes indépendants dans le Caucase du Nord et partout en Russie font régulièrement face à des menaces et agressions, dans la plus grande impunité.

Les organisations de la société civile subissent pressions, intimidations, actes de harcèlement et campagnes de dénigrement de la part des autorités. La survie de beaucoup d'entre elles est en jeu depuis l'adoption et la mise en application en Russie de lois extrêmement contraignantes et contraires aux libertés d'association et d'expression.

Dans ce cadre, l'ONG Memorial où Natalia a travaillé, risque actuellement des sanctions, voire la fermeture, tout comme des dizaines d'autres organisations.

Les associations signataires réclament la justice pour Natalia Estemirova et l'arrêt des pressions contre la société civile et les journalistes en Russie.